

nous avons envoyées à l'étranger, et un grand nombre d'entre eux ont pu conclure des ventes dès leur premier voyage; d'autres, après avoir pris connaissance des conditions qu'ils devaient remplir, ont réussi par la suite à vendre leurs produits sur le marché d'exportation.

Nous avons accompli bien d'autres choses pour lancer cette campagne. Je n'ai pas le temps de les exposer toutes en détail, monsieur l'Orateur, mais je recommande très fortement au gouvernement et au ministre du Commerce de reprendre immédiatement les trois mesures que nous avons adoptées, car elles ont suscité une poussée sensible et immédiate de nos exportations de denrées. Elles ont rendu possible notre premier excédent commercial en neuf ans et elles ont servi de bases à la prospérité dont jouit le pays depuis lors. Si le gouvernement consent aujourd'hui à relancer ce fructueux programme, il aura fourni à nos exportations l'encouragement requis pour équilibrer nos comptes avec l'étranger et créer les emplois qu'exigeront dans l'avenir les effectifs sans cesse croissants de notre main-d'œuvre.

Monsieur l'Orateur, en plus d'augmenter nos ventes de produits industriels, je crois que le moment est venu d'entreprendre une campagne visant à augmenter nos exportations de produits agricoles. En concluant les premières ventes de blé à la Chine en 1961, notre gouvernement a prouvé qu'il était possible de vendre sur le marché mondial beaucoup plus de blé qu'on ne l'avait fait auparavant. (*Applaudissements*)

On pourrait augmenter nos exportations de produits agricoles si on y mettait autant d'ardeur qu'à vendre nos produits industriels. La campagne de vente de produits industriels d'il y a cinq ans a donné des résultats très satisfaisants et continue d'en donner. Elle a besoin d'un nouvel élan, d'une nouvelle formule, mais elle rapporte toujours.

En matière d'agriculture, une campagne de vente analogue donnerait les mêmes fruits si elle s'inspirait d'autant d'initiative et si l'on procédait de la même manière. Car, en somme, monsieur l'Orateur, nos délégués commerciaux pourraient s'appliquer avec autant de talent à vendre nos produits agricoles qu'ils en ont témoigné pour la vente de nos produits ouvrés. S'ils ont été capables de vendre ceux-ci, ils pourront vendre ceux-là encore plus facilement, je pense, car nos cultivateurs sont moins désavantagés que nos industriels pour vendre leurs produits sur le marché mondial. Je veux dire que nos cultivateurs n'ont pas, comme nos industriels, à soutenir la concurrence colossale des géants industriels des États-Unis et de l'Europe occidentale.

[L'hon. M. Hees.]

A mon avis, la vente de nos produits agricoles monterait en flèche si on lançait sans tarder une campagne en ce sens. Cette campagne intense s'impose si l'on veut que nos produits agricoles se vendent à bon prix au pays et que nos cultivateurs soient raisonnablement rémunérés pour leur travail et leurs mises de fonds. En écoulant nos surplus agricoles à l'étranger, on pourrait empêcher les prix intérieurs de diminuer, ce qui arrive chaque fois que les récoltes sont plus abondantes qu'à l'ordinaire. Je demande donc instamment au ministre de lancer sans délai une campagne de vente agricole s'inspirant de notre campagne de vente industrielle d'il y a cinq ans. Je suis convaincu que nos agriculteurs y trouveront leur compte et retireront plus de leur travail et de leurs investissements.

Maintenant, monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser quelques remarques au ministre des Finances (M. Sharp) et lui demander d'assouplir sans retard la politique inique de resserrement du crédit que son gouvernement a imposée au pays. (*Applaudissements*)

• (3.00 p.m.)

Monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler au ministre et au gouvernement une récente déclaration transmise vendredi dernier par la Presse canadienne et reproduite dans la plupart des journaux canadiens. Elle est de M. O. J. Firestone, qui était conseiller économique du gouvernement libéral avant notre accession au pouvoir en juin 1957. Je sais que le premier ministre (M. Pearson) a beaucoup d'estime pour les opinions et la compétence de M. Firestone comme économiste. Je sais que le ministre des Finances (M. Sharp) a aussi beaucoup d'estime pour les opinions et la compétence de M. Firestone, parce que, lorsqu'il était sous-ministre du Commerce, il a travaillé étroitement avec M. Firestone. Je sais qu'il respecte beaucoup ses opinions. C'est pourquoi je compte que le gouvernement portera beaucoup d'attention à ce que M. Firestone disait récemment. Je vais citer ses remarques comme elles ont paru dans une dépêche de la *Presse canadienne*, datée d'Ottawa. L'article se lit comme suit:

Des réductions d'impôt, des facilités de crédit raisonnables et une masse monétaire suffisante sont nécessaires à la prospérité soutenue de l'économie, selon un ancien conseiller économique du gouvernement fédéral.

M. O. J. Firestone, vice-doyen de la faculté des sciences sociales à l'Université d'Ottawa, déclare dans le numéro de janvier de la revue *Engineering and Construction* qu'une majoration des impôts et un resserrement du crédit pourraient provoquer une récession.

«Le but à atteindre ne devrait pas être de mettre fin à la prospérité, mais de la prolonger», écrit-il.

Une masse monétaire suffisante, des facilités de crédit raisonnables et des réductions d'impôt,